

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Assemblée mondiale de citoyens

Lille – 2 au 10 décembre 2001

Groupe régional **AFRIQUE AUSTRALE**

Le groupe était d'accord qu'il fallait traiter les questions de la Gouvernance ainsi que du Développement et de l'Économie durables.

Pour ce qui concerne la gouvernance, les questions suivantes ont été identifiées:

1.
La gouvernance locale
2.
L'équilibre des pouvoirs
3.
La crise au sein de la gouvernance
4.
La participation des citoyens dans la prise des décisions
5.
La loi du gouvernement
6.
SADC et l'Union Africaine
7.
Les valeurs dans la gouvernance

Voici les thèmes essentiels issus des discussions sur la Gouvernance.

Questions et problèmes

1.
L'existence de mécanismes de participation est-elle liée à l'amélioration de la qualité de la vie comme dans le cas de l'Afrique du Sud, où les communautés, grâce aux Comités locaux/de quartier, travaillent directement avec le gouvernement mais n'ont aucune influence sur le processus budgétaire ?
2.
Comment faire pour que la société civile assure que les élus et le processus de gouvernance puissent être tenus à rendre des comptes, et de quelles possibilités dispose la société civile pour faire appel à la solidarité régionale et internationale ?
3.
Quelles sont les structures pour un gouvernement participatif et quel impact cela a-t-il sur la gouvernance ?
4.
Il a été dit que dans de nombreux cas, les conseillers locaux ne sont pas formés pour assumer leurs fonctions et que cela réduit leur efficacité.

Propositions et stratégies

1.
Il y a certainement des manières d'impliquer les médias afin qu'ils couvrent les élections gouvernementales comme dans le cas des élections nationales sud-africaines, où les médias ont joué un rôle important pour informer sur le processus électoral.
2.
Il devrait y avoir des programmes de formation pour les conseillers gouvernementaux locaux avant leur entrée en fonction.

3.

Il est important de mettre en œuvre une éducation pour apprendre aux citoyens le processus de gouvernance et leurs droits.

4.

Les conseillers locaux peuvent contribuer à éduquer les citoyens en consacrant une partie de leur temps à rencontrer la communauté et à travailler dans les écoles, afin d'enseigner aux jeunes les processus de participation à la gouvernance et son importance.

5.

Le gouvernement local sera plus efficace s'il peut fonctionner en toute indépendance vis-à-vis des partis politiques.

6.

Avoir un site web consacré aux questions de gouvernance locale.

Exemples de bonne pratique

1.

Le Projet Agora au Brésil, et la Commission nationale d'organisation des élections (CNOE) sont des exemples d'initiatives de la société civile pour impliquer les gens dans la participation au gouvernement local.

2.

Au Zimbabwe, des projets comme Non-Violent Action and Strategies for Social Change (NOVASC - Action et stratégies non violentes pour le changement social) forment des gens à tous les niveaux de la société aux processus électoraux et de négociation afin de les préparer à participer à la gouvernance.

3.

En Afrique du Sud, l'exemple des Comités locaux/de quartier sont un pas en avant pour permettre à la communauté de participer au choix des problèmes qu'il faut traiter.

4.

Le processus des premières élections démocratiques en Afrique du Sud.

Concernant les crises de gouvernance, les points suivants ont été discutés:

Problèmes

1.

La corruption

2.

Le blanchiment de l'argent sale

3.

Le détournement de biens publics

4.

Les conflits d'intérêts

Stratégies

1.

La transparence à tous les niveaux de gouvernance

2.

Il faut permettre à tous les acteurs d'y participer, et, le cas échéant, on doit pouvoir aussi les poursuivre en justice s'ils sont coupables d'actions criminelles. Cela doit se passer d'abord à un niveau éthique par l'établissement d'une éthique, puis à un niveau pratique par l'établissement de lois.

3.

Se référer à des processus comme les Commissions de Vérité en Afrique du Sud et au Rwanda, ainsi que les Tribunaux Internationaux.

4.

Participation aux Tribunaux régionaux et internationaux afin de contrôler la corruption, les atteintes aux droits de l'homme, la gouvernance arbitraire, etc.

5.

Mettre en place des formes populaires de solidarité pour soutenir la lutte contre les abus de pouvoir.

6.

Travailler au niveau de la prévention et utiliser les mécanismes existants.

7.

Faire pression sur les gouvernements afin qu'ils signent des traités.

8.

Avoir un code de conduite pour les fonctionnaires publiques, qui se traduise dans la législation.

9.

Des programmes d'éducation et de formation.

Afrique australe

(note des francophones)

Gouvernance

1)

C'est dans les quartiers au niveau local que les gens apprennent à vivre ensemble. C'est pourquoi l'accent a été mis sur l'éducation civique et la formation à la citoyenneté active à ce niveau de la base, pour que s'instaurent une démocratie effective et la participation de tous et de toutes comme acteurs dans la cité.

2)

Mais la démocratie n'est pas seulement participative, elle est également représentative. C'est pourquoi les citoyens doivent se reconnaître dans ceux qui sont censés les représenter. De ce fait il y a lieu de fiabiliser les systèmes et les processus électoraux pour que les consultations populaires soient libres et transparentes. Les organisations de la société civile qui portent ces préoccupations dans les différents pays devraient tisser des liens entre elles.

3)

Il y a lieu de veiller à ce que, dans une collectivité donnée, les différents acteurs deviennent conscients de leurs responsabilités et que l'équilibre entre ces différents acteurs (l'État dans ses différentes fonctions : législative, exécutive, judiciaire d'une part ; les médias indépendants et la société civile d'autre part) rétablisse la crédibilité de l'État.

En résumé : une société civile vivante, un État fort et responsable.